

CHAPITRE 3. — *Autres dispositions*

Art. 5. La Banque nationale de Belgique peut, dans des cas spéciaux, autoriser des dérogations au présent arrêté.

Art. 6. L'arrêté royal du 27 septembre 2009 relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurances et des entreprises de réassurances, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Il s'applique pour la première fois aux comptes consolidés relatifs à l'exercice comptable commençant le 1^{er} janvier 2023 ou après cette date.

Art. 8. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE
Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

HOOFDSTUK 3. — *Overige bepalingen*

Art. 5. De Nationale Bank van België kan, in bijzondere gevallen, afwijkingen toestaan van dit besluit.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 27 september 2009 op de geconsolideerde jaarrekening van de verzekeringsondernemingen en de herverzekeringsondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het is voor het eerst van toepassing op de geconsolideerde jaarrekening over het boekjaar dat begint op 1 januari 2023 of na die datum.

Art. 8. De minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE
De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/30635]

18 AVRIL 2023. — Arrêté royal relatif aux exigences en matière de localisation concernant les réseaux 5G

RAPPORT AU ROI

Sire,

GÉNÉRALITÉS

L'arrêté qui est soumis à Votre signature a pour objectif d'exécuter l'article 105, § 8, alinéas 2 et 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « loi du 13 juin 2005 »), tel qu'il a été inséré dans cette loi par la loi du 17 février 2022 modifiant diverses dispositions en matière de communications électroniques en vue d'introduire des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services mobiles 5G.

Le présent arrêté exécute l'article 105, § 8, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005 en imposant les règles nécessaires pour qu'un MNO qui fournit des services de communications électroniques en Belgique au moyen d'un réseau 5G effectue sur le territoire de l'Union européenne les activités indispensables au fonctionnement, à la sécurité et à la continuité de ce réseau. Conformément à ce même article, il est également tenu compte à cet effet des intérêts visés à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

En outre, le présent arrêté exécute l'article 105, § 8, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005, dès lors que les exigences et les règles prévues dans le présent arrêté sont applicables aux full MVNO qui fournissent des services 5G et aux exploitants concernés d'un réseau 5G privé.

L'avis du Conseil d'Etat a été suivi.

COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

Article 1^{er}

1° « Réseau 5G »

Cette définition n'appelle pas de commentaire.

2° « Eléments du cœur du réseau 5G »

Cette définition est nécessaire afin de comprendre la notion de full MVNO (cf. infra).

3° « Service 5G »

Cette définition n'appelle pas de commentaire.

4° « MNO »

Cette définition n'appelle pas de commentaires.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/30635]

18 APRIL 2023. — Koninklijk besluit betreffende de eisen inzake lokalisatie wat de 5G-netwerken betreft

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

ALGEMEEN

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot doel uitvoering te geven aan artikel 105, § 8, tweede en derde lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005"), zoals het is ingevoegd in deze wet door de wet van 17 februari 2022 tot wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie met het oog op de invoering van bijkomende veiligheidsmaatregelen voor de verstrekking van mobiele 5G-diensten.

Het onderhavige besluit geeft uitvoering aan artikel 105, § 8, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005 door de noodzakelijke regels op te leggen opdat een MNO, die in België elektronische-communicatiediensten aanbiedt met behulp van een 5G-netwerk, de activiteiten die absoluut noodzakelijk zijn voor de werking, de veiligheid en de continuïteit van dat netwerk uitoefent op het grondgebied van de Europese Unie. Zoals voorgeschreven door datzelfde artikel wordt er ook hierbij rekening gehouden met de belangen waarvan sprake in artikel 3, § 1, van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmaatregelen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

Bovendien geeft het onderhavige besluit uitvoering aan artikel 105, § 8, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 aangezien de in het onderhavige besluit vastgestelde eisen en regels van toepassing zijn op de full MVNO's die 5G-diensten aanbieden en op de betrokken exploitanten van een privaat 5G-netwerk.

Het advies van de Raad van State werd gevolgd.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

1° "5G-netwerk"

Deze definitie behoeft geen commentaar.

2° "Elementen van het 5G-kernnetwerk"

Deze definitie is noodzakelijk om het begrip "full MVNO" te begrijpen (zie verder).

3° "5G-dienst"

Deze definitie behoeft geen commentaar.

4° "MNO"

Deze definitie behoeft geen commentaar.

5° « Full MVNO »

Cette disposition introduit une définition des full MVNO qui sont visés par le présent arrêté.

Il est à noter que l'article 2, 90°, de la loi du 13 juin 2005 définit un MVNO comme étant « un opérateur qui offre des services de communications électroniques mobiles sans être un MNO ». Il s'agit d'une définition qui s'applique à l'ensemble des MVNO.

Toutefois, le présent arrêté ne définit et ne concerne qu'une seule catégorie de MVNO, à savoir les full MVNO. Les autres catégories de MVNO, telles que les purs revendeurs ou les MVNO légers (« light/medium MVNO »), ne relèvent pas du champ d'application du présent arrêté.

Un opérateur de réseau mobile virtuel (MVNO) ne dispose ni d'un réseau d'accès radioélectrique propre ni d'une licence de spectre. Il existe toutefois trois catégories de MVNO :

(i) Les purs revendeurs (« airtime resellers ») : leurs activités se limitent à la mise sur le marché (marketing, distribution et facturation) des services d'un MNO. Ils revendent les produits et services de leur MNO hôte sous leur propre nom et via leurs propres canaux de marketing. Ils n'exploitent pas de moyens de réseau ;

(ii) Les MVNO légers (« light/medium MVNO ») : ils contrôlent eux-mêmes la gestion des clients et leur système de facturation dans une certaine mesure. Bien que les MVNO légers disposent d'une certaine liberté commerciale, en particulier en ce qui concerne la structuration de leur offre tarifaire, ils sont également complètement dépendants de leur opérateur hôte et ne gèrent qu'une part minime d'équipements ;

(iii) Les full MVNO : ils ne disposent pas d'un réseau d'accès radioélectrique (réseau RAN) et louent donc les ressources de ce réseau d'accès radioélectrique ainsi qu'une partie des ressources du cœur de réseaux auprès d'un opérateur de réseau mobile (MNO), son opérateur hôte, via un contrat de gros. Toutefois, un full MVNO dispose bel et bien d'un certain nombre d'éléments du cœur de réseaux mobiles (core network) ainsi que de ressources de numérotation mobiles propres et de cartes SIM.

Pour un nouvel entrant, une évolution logique consiste à d'abord entrer sur le marché en tant que simple revendeur de capacité, pour ensuite utiliser certains éléments de réseau et enfin devenir un full MVNO. Grâce à ce statut de full MVNO, l'opérateur peut davantage différencier les services qu'il propose de ceux de son opérateur hôte sur le marché de détail.

6° « Exploitants concernés d'un réseau 5G privé »

Le présent arrêté a vocation à ne s'appliquer qu'à quelques exploitants d'un réseau 5G privé (« les exploitants concernés »), afin que l'extension aux réseaux privés se limite aux réseaux privés 5G essentiels pour la sécurité et le fonctionnement de la société.

En effet, un exploitant d'un réseau 5G privé n'est soumis au présent arrêté royal que pour autant que des éléments de ce réseau 5G (ou que ce réseau 5G) soient utilisés dans une infrastructure critique (voir loi du 1^{er} juillet 2011) ou pour autant que l'exploitant ait été désigné comme un opérateur de services essentiels au sens de la loi NIS qui font usage d'éléments de ce réseau 5G privé.

Une entreprise qui fait seulement appel à un réseau 5G d'un MNO n'est pas soumise au présent arrêté.

7° « Entreprises concernées »

Cette définition a pour objectif de viser par un seul terme toutes les entreprises relevant du champ d'application du présent arrêté (les MNO, les full MVNO et les exploitants concernés d'un réseau 5G privé).

Art. 2

Introduction

Il convient de rappeler tout d'abord que la boîte à outils 5G (« CG Publication 01/2020 : Cybersecurity of 5G networks EU Toolbox of risk mitigating measures »), qui a été publiée en janvier 2020 par le groupe de coopération NIS, énonce les mesures qui devraient être prises par les États membres afin d'atténuer les risques pour la sécurité liés à la 5G. Il s'agit des risques qui étaient identifiés dans un rapport du groupe de coopération NIS du 9 octobre 2019 sur l'évaluation coordonnée des risques liés à la cybersécurité dans les réseaux de cinquième génération (5G) (« CG Publication 02/2019 - Risk assessment of 5G networks ») (pour plus de détails, voir également l'exposé des motifs de la loi du 17 février 2022 modifiant diverses dispositions en matière de communications électroniques en vue d'introduire des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services mobiles 5G : projet de loi introduisant des mesures de sécurité supplémentaires pour la

5° "Full MVNO"

Deze bepaling voert een definitie in van de full MVNO's die door het onderhavige besluit worden beoogd.

Op te merken valt dat artikel 2, 90°, van de wet van 13 juni 2005 een MVNO definieert als "een operator die mobiele elektronische-communicatiediensten aanbiedt zonder MNO te zijn". Het gaat om een definitie die voor alle MVNO's geldt.

Het onderhavige besluit definieert en betreft evenwel enkel een categorie van MVNO's, namelijk de full MVNO's. De overige categorieën van MVNO's, zoals de zuivere doorverkopers of de lichte MVNO's ("light/medium MVNOs"), vallen buiten het toepassingsgebied van het onderhavige besluit.

Een virtuele mobiel-netwerkkoperator (MVNO) beschikt noch over een eigen radiotoegangsnetwerk, noch over een spectrumvergunning. Er bestaan echter drie categorieën van MVNO:

(i) Pure doorverkopers ("airtime resellers"): hun activiteiten zijn beperkt tot het op de markt brengen (marketing, verdeling, facturering) van de diensten van een MNO. Zij verkopen de producten en diensten van hun host-MNO door onder hun eigen naam en via hun eigen marketingkanalen. Zij exploiteren geen netwerkmiddelen;

(ii) Lichte MVNO's ("light/medium MVNOs"): zij controleren zelf het beheer van de klanten en hun facturatiesysteem in zekere mate. Hoewel lichte MVNO's enige commerciële vrijheid genieten, in het bijzonder wat betreft de structurering van hun tariefaanbod, zijn ze ook volledig afhankelijk van hun hostoperator en beheren ze maar een heel klein deel van de apparatuur.

(iii) Full MVNO's: zij beschikken niet over een radiotoegangsnetwerk (RAN-netwerk) en huren dus de middelen van dat radiotoegangsnetwerk alsook een deel van de resources van het kernnetwerk bij een mobiel-netwerkkoperator (MNO), hun hostoperator, via een wholesale-overeenkomst. Een full MVNO beschikt echter wel degelijk over een aantal kernelementen van mobiele netwerken, (core network) alsook een eigen mobiele-nummervoorraad en simkaarten.

Voor een nieuwkomer bestaat een logische evolutie erin om eerst de markt te betreden als gewone doorverkoper van capaciteit, daarna bepaalde netwerkelementen te gebruiken en ten slotte een full MVNO te worden. Dankzij dit statuut van full MVNO kan de operator op de retailmarkt de diensten die hij aanbiedt meer differentiëren van die van zijn hostoperator.

6° "Betrokken exploitanten van een privaat 5G-netwerk"

Het onderhavige besluit is bestemd om slechts op enkele exploitanten van een privaat 5G-netwerk ("de betrokken exploitanten") van toepassing te zijn, opdat de uitbreiding naar de private netwerken zich beperkt tot de private 5G-netwerken die essentieel zijn voor de veiligheid en de werking van de maatschappij.

Een exploitant van een privaat 5G-netwerk is immers maar aan het onderhavige koninklijk besluit onderworpen voor zover elementen van dat 5G-netwerk (of dat 5G-netwerk) worden gebruikt in een kritieke infrastructuur (zie wet van 1 juli 2011) of voor zover de exploitant aangewezen is als een aanbieder van essentiële diensten in de zin van de NIS-wet die gebruikmaken van elementen van dat private 5G-netwerk.

Een onderneming die louter een beroep doet op een 5G-netwerk van een MNO is niet aan het onderhavige besluit onderworpen.

7° "Betrokken ondernemingen"

Deze definitie heeft tot doel met één term alle ondernemingen te beogen die onder het toepassingsgebied van het onderhavige besluit vallen (de MNO's, de full MVNO's en de betrokken exploitanten van een privaat 5G-netwerk).

Art. 2

Inleiding

Vooreerst dient eraan te worden herinnerd dat de 5G-toolbox ("CG Publication 01/2020: Cybersecurity of 5G networks - EU Toolbox of risk mitigating measures"), die in januari 2020 gepubliceerd is door de NIS-samenwerkingsgroep, de maatregelen vermeldt die de lidstaten zouden moeten nemen om de veiligheidsgerelateerde risico's in verband met 5G te matigen. Het gaat om de risico's die geïdentificeerd waren in een rapport van de NIS-samenwerkingsgroep van 9 oktober 2019 over de gecoördineerde risicobeoordeling betreffende de cyberbeveiliging van netwerken van de vijfde generatie (5G) ("CG Publication 02/2019 - Risk assessment of 5G networks") (zie voor meer details ook de memorie van toelichting van de wet van 17 februari 2022 tot wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie met het oog op de invoering van bijkomende veiligheidsmaatregelen voor de verstrekking van mobiele 5G-diensten:

fourniture de services mobiles 5G, exposé des motifs, Doc., Ch., 2021-2022, n°2317/1, p. 4 et suivantes).

Cette boîte à outils 5G énumère onze mesures techniques qui peuvent être utilisées pour atténuer les risques identifiés dans le rapport du groupe de coopération NIS du 9 octobre 2019 sur l'évaluation coordonnée des risques liés à la cybersécurité dans les réseaux de cinquième génération (5G). La cinquième mesure technique prévoit ce qui suit : " Veiller à ce que les MNO gèrent leurs centres d'exploitation de réseau (NOC) et/ou leurs centres d'exploitation de sécurité (SOC) sur place, dans le pays et/ou dans l'UE. Le NOC et le SOC sont des éléments essentiels de l'infrastructure du MNO pour la mise en œuvre et le suivi des mesures de gestion et d'exploitation sécurisées du réseau. » (Traduction libre). Le présent arrêté royal reprend cette mesure technique :

- En visant certaines tâches du NOC et du SOC ;
- En imposant que ces tâches soient localisées sur le territoire de l'Union européenne ;
- En imposant cette exigence aux MNO et full MVNO qui fournissent des services 5G et aux exploitants d'un réseau 5G privé.

Le personnel des NOC et SOC

Lors de la consultation publique sur le projet d'arrêté royal, les opérateurs ont mis en avant certains arguments pour qu'une plus grande flexibilité soit offerte en ce qui concerne la localisation du personnel des NOC et des SOC. Ce personnel doit assurer une permanence 24/7, ce qu'il est plus facile à réaliser si ce personnel peut se trouver sur différents continents. Les ressources humaines disponibles en dehors de l'Union européenne peuvent aussi servir de « back-up » pour assurer la continuité du service. Disposer de flexibilité par rapport à la localisation du personnel permet aussi de profiter d'expertises particulières en dehors de l'Union européenne et de limiter les coûts des opérateurs.

Cependant, il est estimé qu'il est tout de même nécessaire de conserver des exigences en matière de localisation du personnel pour les tâches visées des SOC et NOC. En effet, il s'agit de tâches essentielles pour la gestion du réseau et la sécurité au sens général est indissociable de la sécurité du personnel. Il est également nécessaire de conserver une certaine expertise dans l'UE, de manière à pouvoir y recourir en cas d'incidents majeurs. Le fait que le personnel des NOC et SOC doive se trouver sur le territoire de l'Union européenne n'empêche pas qu'il est possible de s'associer les services d'experts hors UE pour autant que ce soutien ne soit pas de nature à compromettre la sécurité des réseaux.

Les tâches visées des NOC et SOC

Le présent arrêté s'applique à certaines tâches des NOC et SOC.

Une procédure d'escalade désigne une procédure à suivre avant de transférer la gestion d'un évènement, notamment un incident ou une crise, vers un niveau hiérarchique ou technique supérieur. Ce transfert est souvent nécessaire, notamment pour décider des moyens et des compétences à engager dans la gestion de l'évènement. Le premier niveau d'escalade est à comprendre dans cette notion de procédure d'escalade. Les personnes qui ne supervisent pas le réseau en temps réel mais qui peuvent être rappelées pour effectuer une action ponctuelle sur le réseau sont dès lors exclues de ces dispositions.

Les activités de contrôle d'accès sont liées aussi bien à l'administration, à l'autorisation qu'à la fourniture de l'accès lui-même.

L'importance du contrôle de l'accès ressort clairement de la boîte à outils de l'UE.

En effet, outre les onze mesures techniques, cette boîte à outils de l'UE énumère huit mesures stratégiques qui peuvent être utilisées pour atténuer les risques identifiés dans le rapport du groupe de coopération NIS du 9 octobre 2019 sur l'évaluation coordonnée des risques liés à la cybersécurité dans les réseaux de cinquième génération (5G).

La quatrième mesure stratégique prévoit que, lorsqu'un MNO bénéficie d'une assistance de troisième ligne de la part d'un fournisseur de services, des contrôles d'accès stricts soient imposés. C'est notamment le cas pour les parties critiques et/ou sensibles du réseau.

La nécessité de contrôles d'accès stricts est réitérée dans la troisième des onze mesures techniques énumérées dans la boîte à outils 5G : « Lors de la définition des politiques de contrôle d'accès, il convient de veiller tout particulièrement à ce que l'accès à distance par des tiers,

wetsontwerp tot invoering van bijkomende veiligheidsmaatregelen voor de verstrekking van mobiele 5G-diensten, memorie van toelichting, Parl. St., Kamer, 2021-2022, nr. 2317/1, blz. 4 en volgende).

Deze 5G-toolbox somt elf technische maatregelen op die gebruikt kunnen worden om de risico's die geïdentificeerd waren in het rapport van de NIS-samenwerkingsgroep van 9 oktober 2019 over de gecoördineerde risicobeoordeling betreffende de cyberbeveiliging van netwerken van de vijfde generatie (5G) te beperken. De vijfde technische maatregel schrijft het volgende voor: "Ervoor zorgen dat de MNO's hun netwerkexploitatiecentra (NOC) en/of beveiligingsoperatiecentra (SOC) ter plaatse, in het land en/of in de EU exploiteren. Het NOC en het SOC vormen een vitaal onderdeel van de infrastructuur van de MNO bij de uitvoering van en het toezicht op de maatregelen voor veilig netwerkbeheer en -exploitatie." (vrije vertaling). Het onderhavige koninklijk besluit bevat deze technische maatregel:

- Waarbij bepaalde taken van het NOC en van het SOC worden beoogd;
- Waarbij opgelegd wordt dat die taken plaatsvinden op het grondgebied van de Europese Unie;
- Waarbij die eis opgelegd wordt aan de MNO's en full MVNO's die 5G-diensten verstrekken en aan de betrokken exploitanten van een privaat 5G-netwerk.

Het personeel van de NOC's en SOC's

Sommige operatoren hebben tijdens de openbare raadpleging over het ontwerp van onderhavig koninklijk besluit een aantal opmerkingen naar voren gebracht met betrekking tot de lokalisatie van het personeel van de NOC's en SOC's. Namelijk dat er een 24/7 permanentie is voor de NOC en de SOC, wat makkelijker te verwezenlijken is als dat personeel zich op verschillende continenten mag bevinden. De human resources die buiten de Europese Unie beschikbaar zijn, kunnen ook als back-up dienen om de continuïteit van de dienstverlening te garanderen. En door over flexibiliteit te beschikken wat de locatie van het personeel betreft, kan nuttig gebruik kan worden gemaakt van de bijzondere expertise buiten de Europese Unie en de kosten van de operatoren kunnen worden gedrukt.

De mening luidt evenwel dat het toch nodig is om eisen inzake lokalisatie van het personeel te behouden voor de beoogde taken van de SOC's en NOC's. Het gaat immers om essentiële taken voor het beheer van het netwerk en de veiligheid in algemene zin is onlosmakelijk verbonden met de veiligheid van het personeel. Tevens is het noodzakelijk om enige expertise binnen de EU te houden, zodat daarop een beroep kan worden gedaan bij grote incidenten. Vandaar dat toch zekere flexibiliteit aan de dag werd gelegd door niet te beletten dat het mogelijk is om de medewerking te krijgen van experts buiten de EU, zolang die ondersteuning de veiligheid van de netwerken niet in het gedrang brengt.

De beoogde taken van de NOC's en SOC's

Het onderhavige besluit is van toepassing op bepaalde taken van de NOC's en SOC's.

Een escalatieprocedure is een procedure die moet worden gevolgd voordat het beheer van een voorval, met name een incident of een crisis, naar een hoger hiërarchisch of technisch niveau wordt overgedragen. Die overdracht is vaak noodzakelijk, met name om te beslissen welke middelen en competenties ingezet moeten worden voor het beheer van het voorval. Het eerste escalatieniveau moet worden opgevat binnen dat begrip van escalatieprocedure. Personen die het netwerk niet real time superviseren maar die opgeroepen kunnen worden om een specifieke actie op het netwerk te ondernemen, zijn daarom van deze bepalingen uitgesloten.

De activiteiten inzake toegangscontrole zijn gelinkt aan zowel het beheer, de machtiging als de toegangsverlening zelf.

Het belang van de toegangscontrole blijkt duidelijk uit de EU-toolbox.

Naast de elf technische maatregelen somt deze EU-toolbox immers nog acht strategische maatregelen op die gebruikt kunnen worden om de risico's die geïdentificeerd waren in het rapport van de NIS-samenwerkingsgroep van 9 oktober 2019 over de gecoördineerde risicobeoordeling betreffende de cyberbeveiliging van netwerken van de vijfde generatie (5G) te beperken.

De vierde strategische maatregel schrijft voor dat, wanneer een MNO derdelijsondersteuning van een dienstenaanbieder geniet, er strikte toegangscontroles moeten worden opgelegd. Dit in het bijzonder voor de kritische en/of gevoelige delen van het netwerk.

De noodzaak tot strikte toegangscontroles wordt nogmaals herhaald in de derde van de elf technische maatregelen die in de 5G-toolbox worden opgesomd: "Bij de bepaling van het beleid inzake toegangscontrole is bijzondere voorzichtigheid geboden om te garanderen dat

notamment des fournisseurs considérés comme présentant un risque élevé, soit minimisé et/ou évité dans la mesure du possible. »

Les contrôles d'accès aux infrastructures sont d'une importance vitale pour la protection des réseaux 5G. Il est indispensable de sécuriser les équipements, les logiciels et les données relatives aux contrôles d'accès.

Les infrastructures de support sont les éléments nécessaires au fonctionnement des réseaux tels que le conditionnement d'air, la génération d'électricité, les systèmes de prévention d'incendie ou des éléments de supervision.

L'exigence de localisation sur le territoire de l'Union européenne

L'exigence de localisation sur le territoire de l'Union européenne se justifie par ce qui suit.

D'abord, dans l'ensemble des Etats membres, un certain niveau de protection des réseaux est assuré du fait de la mise en œuvre des dispositions du droit de l'Union qui sont applicables en la matière et de la boîte à outils du groupe de coopération NIS. Les articles 40 et 41 de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen mettent en place des mécanismes de coordination des mesures de sécurité par le biais de l'Agence de l'Union européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA) et des mécanismes d'information entre Etats membres pour ce qui concerne les incidents de sécurité. Dans ce cadre, l'Union européenne s'est dotée d'une stratégie CYBER commune et dispose d'un règlement sur la cybersécurité des services, produits et processus TIC, le règlement (UE) 2019/881 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relatif à l'ENISA (Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité) et à la certification de cybersécurité des technologies de l'information et des communications, et abrogeant le règlement (UE) no 526/2013.

Ensuite, la formation de l'Union européenne repose sur un principe de confiance mutuelle qui s'est consolidé au fil des décennies et qui a notamment permis de développer un cadre commun concernant entre autres la sécurité des exploitants d'infrastructures critiques ou des opérateurs de services essentiels. Le développement d'une approche européenne "tous risques" (y compris les risques liés à la sécurité des réseaux et systèmes d'information) s'est notamment concrétisé par l'adoption de nombreux règlements et directives applicables sur tout le territoire de l'Union européenne. Cette relation de confiance mutuelle fondée sur l'établissement de règles obligatoires communes applicables par tous et sanctionnables par des juridictions communes et indépendantes n'existe pas pour les Etats non membres de l'Union européenne. C'est pourquoi les risques géopolitiques liés à des pays non membres de l'Union européenne sont abordés différemment.

Les MNO, les full MVNO et les exploitants d'un réseau 5G privé

L'article 2 vise le réseau 5G et les éléments du cœur du réseau 5G. En effet, les MNO et les exploitants concernés d'un réseau 5G privé peuvent disposer d'un réseau 5G, alors qu'un full MVNO ne disposera que d'éléments du cœur du réseau 5G. Chaque entreprise concernée doit appliquer les exigences du présent arrêté pour les éléments du réseau qu'elle gère. Par exemple, un full MVNO ne doit pas appliquer les exigences du présent arrêté pour des éléments du réseau (par exemple le réseau de transport ou le réseau d'accès radioélectrique) qu'il ne gère pas mais qu'il utilise pour la fourniture de ses services 5G.

Le présent arrêté est sans préjudice de l'obligation pour une entreprise concernée au sens du présent arrêté de demander un avis de sécurité pour les personnes qui exercent les fonctions approuvées par l'ANS ("Autorité Nationale de Sécurité"), sur proposition de l'autorité administrative compétente, conformément au paragraphe 4 de l'article 22quinquies de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

Pour les entreprises concernées visées dans la décision de l'ANS, les fonctions visées dans cette même décision comprendront généralement les fonctions qu'exerce le personnel au sein du NOC et du SOC.

En vertu de l'arrêté royal du 8 mai 2018 fixant les secteurs d'activités et les autorités administratives compétentes visées à l'article 22quinquies, § 7, de la loi du 11 décembre 1998 relative à la

toegang van op een afstand door derden, in het bijzonder door leveranciers die een hoog risico vormen, tot een minimum wordt beperkt en/of voorkomen wordt wanneer dat mogelijk is."

De controles van de toegang tot de infrastructuur is van vitaal belang voor de bescherming van de 5G-netwerken. Het is absoluut noodzakelijk om de apparatuur, de software en de gegevens in verband met de toegangscontroles te beveiligen.

De ondersteunende infrastructuur zijn de elementen die nodig zijn voor de werking van de netwerken, zoals de airconditioning, de opwekking van elektriciteit, de brandpreventiesystemen of monitoring-elementen.

De eis inzake lokalisatie op het grondgebied van de Europese Unie

De eis inzake lokalisatie op het grondgebied van de Europese Unie wordt gerechtvaardigd door wat volgt.

Ten eerste wordt in alle lidstaten een bepaald niveau van bescherming van de netwerken gewaarborgd door de toepassing van de bepalingen van het recht van de Unie die ter zake gelden en van de toolbox van de NIS-samenwerkingsgroep. De artikelen 40 en 41 van Richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie stellen mechanismen in inzake coördinatie van de veiligheidsmaatregelen via het Agentschap van de Europese Unie voor netwerk- en informatiebeveiliging (Enisa) en mechanismen voor informatieverstrekking tussen lidstaten wat de beveiligingsincidenten betreft. In dat kader heeft de Europese Unie een gemeenschappelijke CYBER-strategie aangenomen en beschikt ze over een verordening betreffende cyberbeveiliging van de ICT-diensten, -producten en -processen, nl. Verordening (EU) 2019/881 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 inzake Enisa (het Agentschap van de Europese Unie voor cyberbeveiliging), en inzake de certificering van de cyberbeveiliging van informatie- en communicatietechnologie en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 526/2013.

Bovendien berust de vorming van de Europese Unie op een principe van wederzijds vertrouwen, dat in de loop van de voorbije decennia sterker is geworden en waardoor met name een gemeenschappelijk kader kon worden ontwikkeld, onder meer wat betreft de veiligheid van de exploitanten van kritieke infrastructuur of van de aanbieders van essentiële diensten. De ontwikkeling van een Europese "allrisikaanpak" (met inbegrip van de risico's die verbonden zijn aan de veiligheid van de informatienetwerken en -systemen) heeft concrete vorm aangenomen, met name via de aanneming van talrijke verordeningen en richtlijnen die van toepassing zijn op het hele EU-grondgebied. Deze relatie van wederzijds vertrouwen gebaseerd op het opstellen van gemeenschappelijke verplichte regels die door iedereen toegepast kunnen worden en bestraft kunnen worden door gemeenschappelijke en onafhankelijke rechtbanken, bestaat niet voor alle staten die geen lid zijn van de Europese Unie. Daarom worden de geopolitieke risico's die gelinkt zijn aan landen die geen lid zijn van de Europese Unie anders aangepakt.

De MNO's, full MVNO's en exploitanten van een privaat 5G-netwerk

Artikel 2 gaat over het 5G-netwerk en de elementen van het 5G-kernnetwerk. Het is immers mogelijk dat de MNO's en de betrokken exploitanten van een privaat 5G-netwerk over een 5G-netwerk beschikken, terwijl een full MVNO slechts over elementen van het 5G-kernnetwerk zal beschikken. Elke betrokken onderneming moet voldoen aan de eisen van het onderhavige besluit voor de elementen van het netwerk die zij beheert. Een full MVNO moet bijvoorbeeld niet aan de eisen van het onderhavige besluit voldoen voor elementen van het netwerk (bijvoorbeeld het transportnetwerk of het radiotoegangsnetwerk) die hij niet beheert, maar wel gebruikt voor de verstrekking van zijn 5G-diensten.

Het onderhavige besluit doet geen afbreuk aan de verplichting voor een betrokken onderneming in de zin van het onderhavige besluit om een veiligheidsadvies aan te vragen voor personen die, overeenkomstig paragraaf 4 van artikel 22quinquies van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, op voorstel van de bevoegde administratieve overheid, de door de NVO ("Nationale Veiligheids-overheid") goedgekeurde functies uitoefenen.

Voor de betrokken ondernemingen bedoeld in de beslissing van de NVO zullen de functies die in die beslissing beoogd worden doorgegaan de functies zijn die worden uitgeoefend door het personeel binnen het NOC en het SOC.

Krachtens het koninklijk besluit van 8 mei 2018 tot vaststelling van de activiteitensectoren en de bevoegde administratieve overheden bedoeld in artikel 22quinquies, § 7, van de wet van 11 december 1998 betreffende

classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, l'IBPT est l'autorité administrative compétente pour le secteur des communications électroniques et des infrastructures numériques.

Art. 3

Les personnes qui ne supervisent pas le réseau en temps réel mais qui peuvent être appelées pour effectuer une action ponctuelle sur le réseau ne sont pas soumises à l'article 2. Cela permettra par exemple à l'entreprise concernée de faire appel pour un problème spécifique à un expert qui ne se trouve pas sur le territoire de l'Union européenne. Cependant, dès lors que cette action ponctuelle peut constituer un risque de sécurité pour le réseau, elle doit être contrôlée en temps réel par des membres du SOC/NOC.

Art. 4

Conformément à l'article 8 de la loi du 17 février 2022 modifiant diverses dispositions en matière de communications électroniques en vue d'introduire des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services mobiles 5G, le présent arrêté royal n'entre en vigueur que le 1^{er} janvier 2028.

Art. 5

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Premier Ministre,
A. DE CROO
La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER
La Ministre de la Défense,
L. DEDONDER
Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE
La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN
La Ministre des Affaires étrangères,
H. LAHBIB

Conseil d'État
section de législation

Avis 71.755/4 du 12 octobre 2022 sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux exigences en matière de localisation concernant les réseaux 5G'

Le 22 juin 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 17 octobre 2022 *, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux exigences en matière de localisation concernant les réseaux 5G'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 octobre 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 octobre 2022.

* Par courriel du 22 juin 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au

de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, is het BIPT de bevoegde administratieve overheid voor de sector van de elektronische communicatie en de digitale infrastructuur.

Art. 3

Personen die het netwerk niet real time superviseren maar die opgeroepen kunnen worden om een specifieke actie op het netwerk te ondernemen, zijn niet onderworpen aan artikel 2. Dit zal bijvoorbeeld de betrokken onderneming in staat stellen om voor een specifiek probleem een expert in te schakelen die zich niet op het grondgebied van de Europese Unie bevindt. Omdat die specifieke actie evenwel een veiligheidsrisico kan vormen voor het netwerk, moet deze real time gecontroleerd worden door leden van het NOC/SOC.

Art. 4

Dit artikel treedt, in overeenstemming met artikel 8 van de wet van 17 februari 2022 tot wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie met het oog op de invoering van bijkomende veiligheidsmaatregelen voor de verstrekking van mobiele 5G-diensten, pas in werking vanaf 1 januari 2028.

Art. 5

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Eerste Minister,
A. DE CROO
De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER
De Minister van Defensie,
L. DEDONDER
De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN
De Minister van Buitenlandse Zaken,
H. LAHBIB

Raad van State
afdeling Wetgeving

Advies 71.755/4 van 12 oktober 2022 over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de eisen inzake lokalisatie wat de 5G-netwerken betreft'

Op 22 juni 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 17 oktober 2022 *, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de eisen inzake lokalisatie wat de 5G-netwerken betreft'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 oktober 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 oktober 2022.

* Bij e-mail van 22 juni 2022.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig

fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

La fixation des règles envisagées par le texte en projet repose sur des éléments de haute technologie en matière de communications électroniques, relatifs, en particulier à la conception, la construction, la mise en place, le fonctionnement et le suivi des réseaux 5G, ainsi qu'aux services prestés grâce à ces réseaux.

Faute d'une connaissance particulière des aspects éminemment techniques et technologiques qu'envisage le projet, et des données concrètes à prendre en considération, et n'ayant par ailleurs pas la possibilité juridique d'organiser un débat contradictoire à ce sujet, la section de législation ne peut que prendre acte des explications données, sans pouvoir se prononcer, dans chacun de leurs aspects, sur la pertinence et l'admissibilité juridique des règles dont l'adoption est envisagée.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Selon les informations communiquées par la déléguée de la Ministre, l'intention de l'auteur du projet est de procéder à la notification dans le cadre de l'article 2.9 de l'Accord 'relatif aux obstacles techniques au commerce' fait à Genève le 12 avril 1979, une fois le texte en projet le cas échéant modifié à la suite de l'avis de la section de législation, et ce, aux fins de notifier une version définitive du projet.

L'auteur du projet veillera donc à l'accomplissement de cette formalité, préalablement à l'adoption de l'arrêté en projet, selon la procédure et dans les délais prévus par l'article 2.9¹.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dans son avis n° 69.160/4 donné le 6 mai 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 17 février 2022 'modifiant diverses dispositions en matière de communications électroniques en vue d'introduire des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services mobiles 5G', loi qui a remplacé l'article 105 de la loi du 13 juin 2005 'relatives aux communications électroniques', la section de législation a observé notamment ce qui suit :

« L'avant-projet à l'examen instaure plusieurs restrictions dans le cadre du déploiement des réseaux et de l'exploitation des technologies mobiles de cinquième génération, à savoir :

– l'obligation pour les 'Mobile Network Operator' de disposer d'une autorisation préalable pour pouvoir utiliser certains éléments de leur réseau (article 105, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet) ; l'avant-projet prévoit la possibilité d'étendre l'obligation à d'autres catégories d'entreprises (article 105, § 2, 1^o et 2^o, en projet) ;

– l'obligation d'introduire une demande de régularisation dans le cas où l'utilisation de certains éléments des réseaux des 'Mobile Network Operator' est effective au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé à l'article 105, § 4, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet (article 105, § 1^{er}, alinéa 4, en projet) ;

– l'obligation selon laquelle le réseau mobile d'un 'Mobile Network Operator' d'une génération ultérieure à la quatrième génération doit se trouver sur le territoire de l'Union européenne et être géré, exploité, configuré et supervisé à partir de ce territoire (article 105, § 1^{er}, alinéa 5, en projet) ; l'avant-projet prévoit la possibilité d'étendre la même obligation à d'autres catégories d'entreprises (article 105, § 2, 5^o, en projet) ;

– la possibilité d'imposer l'obtention d'une autorisation préalable pour pouvoir bénéficier de services de 'fournisseurs' – qui ne sont donc pas nécessairement des fournisseurs à 'haut risque' – intervenant ponctuellement dans la gestion du réseau (article 105, § 2, 3^o, en projet) ;

– l'obligation de disposer d'une autorisation préalable en cas de mise à jour d'un logiciel ou d'un dispositif matériel relatif à un élément du réseau (article 105, § 2, 4^o, en projet) ;

– la mise en place de restrictions concernant l'utilisation d'éléments de réseau ou de services de 'fournisseurs à haut risque' sur l'ensemble du territoire national ou dans des 'zones sensibles' de ce territoire encore à déterminer (article 105, § 4, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet) ;

artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

De regels die de ontworpen tekst in het vooruitzicht stelt, worden vastgesteld op basis van hoogtechnologische gegevens op het vlak van elektronische communicatie die inzonderheid betrekking hebben op het ontwerp, de aanleg, de invoering, de werking en de follow-up van de 5G-netwerken, en ook op de diensten die dankzij die netwerken worden verleend.

Aangezien de afdeling Wetgeving niet beschikt over specifieke kennis aangaande de uitermate technische en technologische aspecten die het ontwerp voor ogen heeft en aangaande de concrete gegevens die in aanmerking moeten worden genomen, en aangezien ze voorts niet de juridische mogelijkheid heeft daarover een tegensprekelijk debat te organiseren, kan ze alleen maar akte nemen van de gegeven uitleg, maar kan ze zich niet uitspreken over de relevantie en de juridische toelaatbaarheid van alle aspecten van de vast te stellen regels.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Volgens de inlichtingen die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, is het de bedoeling van de steller van het ontwerp om, zodra de ontworpen tekst in voorkomend geval is gewijzigd ingevolge het advies van de afdeling Wetgeving, over te gaan tot de kennisgeving in het kader van artikel 2.9 van de Overeenkomst 'inzake technische handelsbelemmeringen', opgemaakt te Genève op 12 april 1979, teneinde een definitieve versie van het ontwerp mee te delen.

De steller van het ontwerp moet er dan ook op toezien dat dit vormvereiste volgens de procedure en binnen de termijnen waarin artikel 2.9 voorziet,¹ wordt vervuld voordat het ontworpen besluit wordt vastgesteld.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In haar advies 69.160/4 van 6 mei 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 17 februari 2022 'tot wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie met het oog op de invoering van bijkomende beveiligingsmaatregelen voor de verstrekking van mobiele 5G-diensten' - dit is de wet waarbij artikel 105 van de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie' is vervangen - heeft de afdeling Wetgeving onder meer het volgende opgemerkt:

“Bij voorliggend voorontwerp worden verschillende beperkingen opgelegd in het kader van de uitrol van de netwerken en de exploitatie van de mobiele technologieën van de vijfde generatie, namelijk:

– de verplichting voor de 'Mobile Network Operators' om over een voorafgaande machtiging te beschikken om bepaalde elementen van hun netwerk te mogen gebruiken (ontworpen artikel 105, § 1, eerste lid); het voorontwerp voorziet in de mogelijkheid om die verplichting uit te breiden naar andere categorieën van ondernemingen (ontworpen artikel 105, § 2, 1^o en 2^o);

– de verplichting om een verzoek om regularisatie in te dienen ingeval bepaalde netwerkelementen van de 'Mobile Network Operators' reeds daadwerkelijk gebruikt worden op het ogenblik dat het koninklijk besluit bedoeld in het ontworpen artikel 105, § 4, eerste lid, 1^o, in werking treedt (ontworpen artikel 105, § 1, vierde lid);

– de verplichting dat het mobiele netwerk van een 'Mobile Network Operator' van een latere generatie dan de vierde zich op het grondgebied van de Europese Unie moet bevinden en vanaf dat grondgebied beheerd, geëxploiteerd, geconfigureerd en gemonitord moet worden (ontworpen artikel 105, § 1, vijfde lid); het voorontwerp voorziet in de mogelijkheid om dezelfde verplichting uit te breiden tot andere categorieën van ondernemingen (ontworpen artikel 105, § 2, 5^o);

– de mogelijkheid om voor te schrijven dat een voorafgaande machtiging verkregen moet worden om gebruik te kunnen maken van diensten van 'aanbieders' – die dus niet noodzakelijk aanbieders zijn die een 'hoog risico' vormen – die gericht tussenbeide komen in het beheer van het netwerk (ontworpen artikel 105, § 2, 3^o);

– de verplichting om over een voorafgaande machtiging te beschikken in geval van een update van software of hardware met betrekking tot een netwerkelement (ontworpen artikel 105, § 2, 4^o);

– het opleggen van beperkingen met betrekking tot het gebruik van netwerkelementen of diensten van 'leveranciers die een hoog risico vormen' op heel het nationaal grondgebied of in nog te bepalen 'gevoelige zones' van dat grondgebied (ontworpen artikel 105, § 4, eerste lid, 1^o);

– la mise en place de restrictions concernant la ‘localisation des éléments de réseaux ou du fournisseur’ (article 105, § 4, alinéa 1^{er}, 2^o, en projet).

Ces mesures limitent principalement la liberté d’entreprise, la liberté de circulation des marchandises, la liberté de circulation des services et l’usage libre des biens, garantis, selon le cas, par la Constitution, le droit européen et le droit international.

De telles restrictions ne sont admissibles que dans la mesure où elles poursuivent des motifs d’intérêt général, reposent sur des critères objectifs, non discriminatoires et connus à l’avance, sont appropriées à la réalisation de l’objectif invoqué et sont nécessaires à la poursuite de cet objectif »².

Compte tenu des règles qu’il contient, spécialement en ses articles 2 et 3, l’arrêté en projet limite également la liberté d’entreprise, la liberté de circulation des marchandises, la liberté de circulation des services, et l’usage libre des biens.

Il convient donc que l’auteur du projet soit en mesure d’établir que les restrictions envisagées, que ce soit par leur objet ou par leurs destinataires, poursuivent des motifs d’intérêt général, reposent sur des critères objectifs, non discriminatoires et connus à l’avance, et enfin, sont appropriées à la réalisation de l’objectif invoqué et sont nécessaires à la poursuite de cet objectif.

2. Par ailleurs, l’arrêté en projet trouve son fondement dans l’article 105, § 8, de la loi du 13 juin 2005, remplacé par la loi du 17 février 2022, qui dispose comme suit :

« Lorsqu’un MNO offre en Belgique des services de communications électroniques à l’aide d’un réseau 5G, les infrastructures de ce réseau doivent se trouver sur le territoire des États membres de l’Union européenne. En tenant compte des intérêts visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut fixer les exigences qui découlent de cette obligation.

En tenant compte des intérêts visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi impose aux MNO visés à l’alinéa 1^{er} les règles nécessaires pour qu’ils effectuent les activités indispensables au fonctionnement, à la sécurité et à la continuité de leur réseau, qu’il détermine, au sein du territoire des États membres de l’Union européenne.

En tenant compte des intérêts visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut étendre les règles et exigences visées aux alinéas 1^{er} et 2 aux MVNO et exploitants d’un réseau privé de communications électroniques qui sont soumis aux autorisations visées au paragraphe 1^{er} ».

Il s’ensuit que lorsqu’il met en œuvre les habilitations qui lui sont ainsi conférées par cette disposition, le Roi doit tenir compte des intérêts visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même article, ou, en d’autres termes, des intérêts visés à l’article 3, § 1^{er}, de la loi du 11 décembre 1998 ‘relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité’.

3. Il résulte des explications données dans le rapport au Roi que l’auteur du projet a été spécialement attentif aux principes rappelés ci-avant, notamment en termes de proportionnalité³. Son intention est par ailleurs de s’inscrire strictement dans le cadre de la “boîte à outils” commune de mesures d’atténuation sur laquelle les États membres de l’Union européenne se sont mis d’accord pour faire face aux risques en matière de sécurité liés au déploiement de la 5G.

Il n’en demeure pas moins que compte tenu des limites dans lesquelles s’inscrit l’examen de l’arrêté en projet auquel se livre la section de législation, celle-ci ne peut que prendre acte des explications ainsi données, sans être en mesure de vérifier si celles-ci sont toutes exactes et fondées d’un point de vue technique, en particulier.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Les articles 1^{er} à 3 de l’arrêté en projet trouvent leur fondement juridique dans l’article 105, § 8, de la loi du 13 juin 2005, remplacé par la loi du 17 février 2022.

L’alinéa 1^{er} sera donc rédigé comme suit :

« Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l’article 105, § 8, remplacé par la loi du 17 février 2022 ; ».

– het opleggen van beperkingen met betrekking tot de ‘lokalisatie van de netwerkelementen of van de leverancier’ (ontworpen artikel 105, § 4, eerste lid, 2^o).

Bij die maatregelen worden vooral beperkingen opgelegd aan de vrijheid van ondernemerschap, het vrije verkeer van goederen, het vrij verrichten van diensten en het vrije gebruik van goederen, die naargelang het geval door de Grondwet, het Europees recht en het internationaal recht gewaarborgd worden.

Dergelijke beperkingen kunnen slechts aanvaard worden voor zover daaraan redenen van algemeen belang ten grondslag liggen, ze op objectieve, niet-discriminerende en vooraf gekende criteria berusten, ze geschikt zijn om het aangevoerde doel te bereiken en nodig zijn om dat doel na te streven”².

Gelet op de regels die in het ontworpen besluit, inzonderheid in de artikelen 2 en 3, vervat zijn, beperkt het ontwerp eveneens de vrijheid van ondernemerschap, het vrije verkeer van goederen, het vrij verrichten van diensten en het vrije gebruik van goederen.

De steller van het ontwerp moet dus kunnen aantonen dat de beperkingen die in het vooruitzicht worden gesteld, hetzij door hun inhoud, hetzij door hun adressaten, het algemeen belang nastreven, op objectieve, niet-discriminerende en vooraf gekende criteria berusten, en, ten slotte, geschikt zijn om het aangevoerde doel te bereiken en nodig zijn om dat doel na te streven.

2. Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond voorts aan het bij de wet van 17 februari 2022 vervangen artikel 105, § 8, van de wet van 13 juni 2005, waarin het volgende wordt bepaald:

“Wanneer een MNO in België elektronische-communicatiediensten aanbiedt met behulp van een 5G-netwerk, moeten de infrastructuur van dat netwerk zich bevinden op het grondgebied van de lidstaten van de Europese Unie. Rekening houdende met de belangen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, kan de Koning de eisen vaststellen die uit die verplichting voortvloeien.

Rekening houdende met de belangen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, legt de Koning de in het eerste lid bedoelde MNO’s de noodzakelijke regels op opdat zij de activiteiten die absoluut noodzakelijk zijn voor de werking, de veiligheid en de continuïteit van hun netwerk, die Hij bepaalt, uitoefenen binnen het grondgebied van de lidstaten van de Europese Unie.

Rekening houdende met de belangen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, kan de Koning de regels en eisen bedoeld in het eerste en tweede lid uitbreiden naar de MVNO’s en exploitanten van een privaat elektronische-communicatienetwerk die onderworpen zijn aan de machtigingen bedoeld in paragraaf 1”.

Daaruit volgt dat, wanneer de Koning uitvoering geeft aan de machtigingen die hem aldus bij die bepaling worden verleend, hij rekening moet houden met de belangen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, van hetzelfde artikel of, anders gezegd, met de belangen bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet van 11 december 1998 ‘betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’.

3. Uit de uitleg die in het verslag aan de Koning wordt gegeven, blijkt dat de steller van het ontwerp bijzondere aandacht heeft geschonken aan de hierboven aangehaalde beginselen, inzonderheid op het vlak van evenredigheid.³ Daarnaast is het zijn bedoeling zich nauwgezet te houden aan de gemeenschappelijke “toolbox” met risicobeperkende maatregelen waarover de lidstaten van de Europese Unie het eens geworden zijn om het hoofd te bieden aan de veiligheidsrisico’s die aan de uitrol van 5G zijn verbonden.

Dat neemt niet weg dat de afdeling Wetgeving, gelet op de grenzen waarbinnen ze het ontworpen besluit onderzoekt, alleen maar akte kan nemen van de aldus gegeven uitleg, maar niet kan nagaan of heel die uitleg, inzonderheid vanuit technisch oogpunt, juist en gegrond is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De artikelen 1 tot 3 van het ontworpen besluit ontlenuen hun rechtsgrond aan het bij de wet van 17 februari 2022 vervangen artikel 105, § 8, van de wet van 13 juni 2005.

Het eerste lid moet dan ook als volgt worden gesteld:

“Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 105, § 8, vervangen bij de wet van 17 februari 2022;”.

2. L'article 4 de l'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 8 de la loi du 17 février 2022.

Un alinéa 2, nouveau, rédigé comme suit, sera donc inséré :

« Vu la loi du 17 février 2022 modifiant diverses dispositions en matière de communications électroniques en vue d'introduire des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services mobiles 5G, l'article 8 ; ».

3. Il ressort des documents transmis par la déléguée de la Ministre que la consultation du Comité interministériel des Télécommunications et de la radiodiffusion et la télévision a eu lieu les 5 et 6 juillet 2022, le Comité de concertation ayant donné son accord sur le texte en projet le 13 juillet 2022.

Les alinéas 5 et 6, devenant 6 et 7, seront complétés en conséquence.

4. L'avis du Conseil d'État sera visé à la suite des formalités obligatoires, mentionnées chronologiquement ⁴.

DISPOSITIF

Article 3

Dans la version française, les mots « à condition que leurs interventions sont suivies » seront remplacés par les mots « à condition que leurs interventions soient suivies ».

LE GREFFIER,

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

LE PRÉSIDENT,

Martine BAGUET

Notes

(1) Cet article dispose comme suit :

« 2.9 Chaque fois qu'il n'existera pas de normes internationales pertinentes, ou que la teneur technique d'un règlement technique projeté ne sera pas conforme à celle des normes internationales pertinentes, et si le règlement technique peut avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres, les Membres :

2.9.1 feront paraître dans une publication, assez tôt pour permettre aux parties intéressées dans d'autres Membres d'en prendre connaissance, un avis selon lequel ils projettent d'adopter un règlement technique déterminé ;

2.9.2 notifieront aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétaire, les produits qui seront visés par le règlement technique projeté, en indiquant brièvement son objectif et sa raison d'être. Ces notifications seront faites assez tôt, lorsque des modifications pourront encore être apportées et que les observations pourront encore être prises en compte ;

2.9.3 fourniront, sur demande, aux autres Membres des détails sur le règlement technique projeté ou le texte de ce projet et, chaque fois que cela sera possible, identifieront les éléments qui diffèrent en substance des normes internationales pertinentes ;

2.9.4 ménageront, sans discrimination, un délai raisonnable aux autres Membres pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit, discuteront de ces observations si demande leur en est faite, et tiendront compte de ces observations écrites et des résultats de ces discussions ».

(2) <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69160.pdf>

(3) Notamment en limitant l'extension du champ d'application des exigences concernées aux seuls « full MVNO » et ainsi qu'aux seules catégories d'« exploitants d'un réseau 5G privé » visés à l'article 1^{er}, 6^o.

(4) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n^o 34.

18 AVRIL 2023. — Arrêté royal relatif aux exigences en matière de localisation concernant les réseaux 5G

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 105, § 8, remplacé par la loi du 17 février 2022 modifiant diverses dispositions en matière de communications électroniques en vue d'introduire des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services mobiles 5G ;

Vu la loi du 17 février 2022, l'article 8 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 mai 2022 ;

2. Artikel 4 van het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 8 van de wet van 17 februari 2022.

Er moet dan ook een nieuw tweede lid worden ingevoegd dat als volgt luidt:

“Gelet op de wet van 17 februari 2022 tot wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie met het oog op de invoering van bijkomende beveiligingsmaatregelen voor de verstrekking van mobiele 5G-diensten, artikel 8;”.

3. Uit de stukken die de gemachtigde van de minister heeft overgezonden, blijkt dat de raadpleging van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie op 5 en 6 juli 2022 werd gehouden, en dat het Overlegcomité zijn goedkeuring aan de ontworpen tekst heeft gehecht op 13 juli 2022.

Het vijfde en het zesde lid, die het zesde en het zevende lid worden, moeten dienovereenkomstig worden aangevuld.

4. Het advies van de Raad van State moet worden vermeld na de verplichte vormvereisten, die in chronologische volgorde moeten worden weergegeven.⁴

DISPOSITIEF

Artikel 3

In de Franse tekst moeten de woorden “à condition que leurs interventions sont suivies” worden vervangen door de woorden “à condition que leurs interventions soient suivies”.

DE GRIFFIER,

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

DE VOORZITTER,

Martine BAGUET

Nota's

(1) Dat artikel luidt als volgt:

“2.9 De Leden komen overeen, wanneer op een bepaald gebied geen internationale norm bestaat of de technische inhoud van een voorgesteld technisch voorschrift niet in overeenstemming is met de technische inhoud van de desbetreffende internationale normen en het technisch voorschrift aanzienlijke consequenties kan hebben voor het handelsverkeer van andere Leden:

2.9.1. tijdig en op zodanige wijze dat belanghebbenden in andere Leden daarvan kennis kunnen nemen, een bericht te publiceren waarin zij mededelen dat zij voornemens zijn een bepaald technisch voorschrift in te voeren;

2.9.2. de andere Leden via het Secretariaat mede te delen op welke producten het voorgestelde technisch voorschrift betrekking heeft, met een beknopte omschrijving van het doel en de reden daarvan. Dergelijke kennisgevingen vinden voldoende tijdig plaats, zodat nog wijzigingen kunnen worden ingediend en rekening kan worden gehouden met commentaar;

2.9.3. de andere Leden op hun verzoek bijzonderheden of de tekst van het voorgestelde technisch voorschrift te doen toekomen en, indien mogelijk, aan te geven op welke punten dit wezenlijk van de desbetreffende internationale normen afwijkt;

2.9.4. de andere Leden, zonder onderscheid, een redelijke termijn toe te staan voor het geven van schriftelijke commentaar, op verzoek van gedachten te wisselen over deze commentaar en rekening te houden met deze commentaar en met het resultaat van de vorengenoemde gedachtewisseling”.

(2) <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69160.pdf>

(3) Meer bepaald door de uitbreiding van het toepassingsgebied van de betreffende vereisten te beperken tot louter de “full MVNO's” en zo tot louter de categorieën van “exploitanten van een privaat 5G-netwerk” bedoeld in artikel 1, 6^o.

(4) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 34.

18 APRIL 2023. — Koninklijk besluit betreffende de eisen inzake lokalisatie wat de 5G-netwerken betreft

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 105, § 8, vervangen door de wet van 17 februari 2022 tot wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie met het oog op de invoering van bijkomende beveiligingsmaatregelen voor de verstrekking van mobiele 5G-diensten;

Gelet op de wet van 17 februari 2022, artikel 8;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 mei 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} juin 2022 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu la notification dans le cadre de l'article 5 de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, faite le 8 juin 2022 sous le numéro de référence 2022/0396/B ;

Vu la consultation des 5 et 6 juillet 2022 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;

Vu l'accord du Comité de concertation, donné le 13 juillet 2022 ;

Vu l'avis 71.755/4 du Conseil d'État, donné le 12 octobre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la notification dans le cadre de l'article 2.9 de l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce, faite le 28 septembre 2022 sous le numéro de référence G/TBT/N/BEL/46 ;

Considérant la consultation publique tenue du 16/11/2021 au 17/12/2021 ;

Sur la proposition de la Ministre des Télécommunications, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté royal, on entend par :

1^o « réseau 5G » : réseau de communications électroniques au sens de l'article 105, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

2^o « éléments du cœur du réseau 5G » : les éléments assurant les fonctions suivantes ou des fonctions en tout ou en partie équivalentes :

a) Fonction de serveur d'authentification ("Authentication Server Function", AUSF) ;

b) Fonction de gestion d'accès et de mobilité ("Access and Mobility Management Function", AMF) ;

c) Fonction de stockage de données non structurées ("Unstructured Data Storage Function", UDSF) ;

d) Fonction d'exposition de réseau ("Network Exposure Function", NEF) ;

e) Fonction de répertoire de réseau ("Network Repository Function", NRF) ;

f) Fonction de sélection de tranche de réseau ("Network Slice Selection Function", NSSF) ;

g) Fonction de contrôle de politique ("Policy Control Function", PCF) ;

h) Fonction de gestion de session ("Session Management Function", SMF) ;

i) Gestion de données unifiée ("Unified Data Management", UDM) ;

j) Répertoire de données unifié ("Unified Data Repository", UDR) ;

k) Fonction de plan utilisateur ("User Plane Function", UPF) ;

l) Fonction d'application ("Application Function", AF) ;

m) Registre d'identité d'équipement 5G ("5G-Equipment Identity Register", 5G-EIR) ;

n) Service proxy de protection en périphérie de réseau ("Security Edge Protection Proxy", SEPP) ;

o) Fonction d'analyse de données de réseau ("Network Data Analytics Function", NWDAF) ;

p) Fonction de tarification ("Charging Function", CHF) ;

3^o « service 5G » : service de communications électroniques fourni sur base d'un réseau 5G ;

4^o « MNO » : un MNO (Mobile Network Operator) visé à l'article 2, 89^o, de la loi du 13 juin 2005 ;

5^o « full MVNO » : un MVNO (Mobile Virtual Network Operator) visé à l'article 2, 90^o, de la loi du 13 juin 2005 qui dispose de plusieurs éléments du cœur du réseau 5G tels que définis au 2^o, et qui dispose d'une capacité de numérotation propre, tel que visée par l'article 1^{er}, 2^o,

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juni 2022;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de kennisgeving in het kader van artikel 5 van Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, gedaan op 8 juni 2022 met referentienummer 2022/0396/B;

Gelet op de raadpleging van 5 en 6 juli 2022 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

Gelet op de akkoordbevinding van het Overlegcomité, gegeven op 13 juli 2022;

Gelet op advies 71.755/4 van de Raad van State, gegeven op 12 oktober 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de kennisgeving in het kader van artikel 2.9 van de Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen, gedaan op 28 september 2022 met referentienummer G/TBT/N/BEL/46;

Overwegende de openbare raadpleging die gehouden is van 16/11/2021 tot 17/12/2021;

Op de voordracht van de Minister van Telecommunicatie en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

Artikel 1. Voor de toepassing van dit koninklijk besluit, wordt verstaan onder:

1^o "5G-netwerk": elektronische-communicatienetwerk in de zin van artikel 105, § 1, vierde lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

2^o "elementen van het 5G-kernnetwerk" : de elementen die zorgen voor de volgende functies of voor volledig of deels gelijkwaardige functies:

a) Functie van authenticatieserver ("Authentication Server Function", AUSF);

b) Functie van toegangsbeheer en mobiliteit ("Access and Mobility Management Function", AMF);

c) Functie van opslag van niet-gestructureerde data ("Unstructured Data Storage Function", UDSF);

d) Netwerkbelichtingsfunctie ("Network Exposure Function", NEF);

e) Netwerkopslagfunctie ("Network Repository Function", NRF);

f) Functie van netwerkslicingsselectie ("Network Slice Selection Function", NSSF);

g) Functie van beleidscontrole ("Policy Control Function", PCF);

h) Functie van sessiebeheer ("Session Management Function", SMF);

i) Centraal databeheer ("Unified Data Management", UDM);

j) Centrale dataopslagplaats ("Unified Data Repository", UDR);

k) Functie van gebruikerslaag ("User Plane Function", UPF);

l) Applicatiefunctie ("Application Function", AF);

m) Register ter identificatie van 5G-apparatuur ("5G-Equipment Identity Register", 5G-EIR);

n) Dienstenproxy voor beveiliging van de netwerkrandapparatuur ("Security Edge Protection Proxy", SEPP);

o) Functie van analyse van netwerkdata ("Network Data Analytics Function", NWDAF);

p) Tariferingsfunctie ("Charging Function", CHF);

3^o "5G-dienst": elektronische-communicatiedienst die wordt verstrekt met behulp van een 5G-netwerk;

4^o "MNO": een MNO (Mobile Network Operator) zoals bedoeld in artikel 2, 89^o, van de wet van 13 juni 2005;

5^o "full MVNO": een MVNO (Mobile Virtual Network Operator) zoals bedoeld in artikel 2, 90^o, van de wet van 13 juni 2005 die over verschillende elementen van het 5G-kernnetwerk beschikt zoals gedefinieerd in 2^o, en die over een eigen nummervaciteit beschikt, zoals

de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros ;

6° « exploitants concernés d'un réseau 5G privé » : les entreprises suivantes, en ce compris celles qui sont soumises à la législation en matière de marchés publics :

a) la société anonyme de droit public A.S.T.R.I.D., pour autant qu'elle exploite un réseau 5G privé ;

b) les entreprises qui ont été désignées comme exploitant d'infrastructures critiques au sens de la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques pour autant que des éléments du réseau 5G privé soient utilisés dans une de ces infrastructures critiques ;

c) les entreprises qui ont été désignées comme opérateur de service essentiel au sens de la loi du 7 avril 2019 établissant un cadre pour la sécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique pour autant que la fourniture d'un service essentiel fasse usage du réseau 5G privé ;

7° « entreprises concernées » : les MNO et full MVNO qui offrent des services 5G et les exploitants concernés d'un réseau 5G privé.

Art. 2. Afin de garantir que les entreprises concernées effectuent sur le territoire de l'Union européenne les activités qui sont indispensables au fonctionnement, à la sécurité et à la continuité de leur réseau 5G ou de leurs éléments du cœur du réseau 5G, elles s'assurent que les éléments suivants sont établis sur ce territoire :

- les personnes, l'équipement, les logiciels et les données nécessaires à la surveillance en temps réel de leur réseau 5G ou de leurs éléments du cœur de réseau 5G ;

- les personnes, l'équipement, les logiciels et les données liés au contrôle de l'accès physique et logique à leur réseau 5G ou à leurs éléments du cœur de réseau 5G.

Par « surveillance en temps réel » au sens de l'alinéa 1^{er}, premier tiret, il faut entendre :

- la réception et la gestion des alarmes provenant des réseaux ;

- le suivi des indicateurs caractérisant l'état et la sécurité des réseaux et les risques sur les réseaux ;

- le premier niveau d'escalade au niveau de la gestion d'incidents ou de crises.

Par « contrôle de l'accès physique et logique » au sens de l'alinéa 1^{er}, deuxième tiret, il faut entendre les activités qui :

- permettent aux entreprises concernées d'identifier et d'authentifier les personnes et systèmes ayant un accès logique ou physique aux réseaux, en ce compris les infrastructures de support de ces réseaux ;

- permettent aux entreprises concernées de donner accès aux réseaux, en ce compris les infrastructures de support de ces réseaux.

Art. 3. Les personnes qui ne supervisent pas le réseau en temps réel mais auxquelles il peut être demandé d'effectuer une action ponctuelle sur le réseau peuvent se trouver en dehors du territoire de l'Union Européenne, à condition que leurs interventions soient suivies en permanence par les personnes visées à l'article 2, alinéa 1^{er}.

Art. 4. Le présent arrêté royal entre en vigueur le 1^{er} janvier 2028.

Art. 5. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
A. DE CROO

La Ministre des Télécommunications,
P. DE SUTTER

La Ministre de la Défense,
L. DEDONDER

bedoeld in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers;

6° "betrokken exploitanten van een privaat 5G-netwerk": de volgende ondernemingen, waaronder diegene die aan de wetgeving inzake overheidsopdrachten onderworpen zijn:

a) de naamloze vennootschap van publiek recht A.S.T.R.I.D., op voorwaarde dat ze een privaat 5G-netwerk exploiteert;

b) de ondernemingen die werden aangewezen als een exploitant van een kritieke infrastructuur in de zin van de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en de bescherming van de kritieke infrastructuren, voor zover elementen van het private 5G-netwerk worden gebruikt in een van deze kritieke infrastructuren;

c) de ondernemingen die aangewezen zijn als aanbieder van essentiële diensten in de zin van de wet van 7 april 2019 tot vaststelling van een kader voor de beveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid, op voorwaarde dat de verlening van een essentiële dienst gebruikmaakt van een privaat 5G-netwerk;

7° "betrokken ondernemingen": de MNO's en full MVNO's die 5G-diensten aanbieden en de betrokken exploitanten van een privaat 5G-netwerk.

Art. 2. Om te garanderen dat de betrokken ondernemingen de activiteiten die absoluut noodzakelijk zijn voor de werking, de veiligheid en de continuïteit van hun 5G-netwerk of hun elementen van de kern van het 5G-netwerk, op het grondgebied van de Europese Unie uitoefenen, zorgen ze ervoor dat het volgende zich op dat grondgebied bevindt:

- de personen, de apparatuur, de software en de gegevens nodig voor het toezicht in real time van hun 5G-netwerk, of hun elementen van de kern van het 5G-netwerk ;

- de personen, de apparatuur, de software en de gegevens gelinkt aan de controle van de fysieke en logische toegang tot hun 5G-netwerk of hun elementen van de kern van het 5G-netwerk.

Onder "toezicht in real time" in de zin van het eerste lid, eerste streepje, dient te worden verstaan:

- de ontvangst en het beheer van de probleemmeldingen afkomstig van de netwerken;

- de follow-up van de indicatoren die de staat en de veiligheid van de netwerken en de risico's op de netwerken kenmerken;

- het eerste escalatieniveau voor het beheer van incidenten of crisissen.

Onder "controle van de fysieke en logische toegang" in de zin van het eerste lid, tweede streepje, dienen de activiteiten te worden verstaan die:

- de betrokken ondernemingen in staat stellen om de personen en systemen te identificeren en te authentifieren die een logische of fysieke toegang hebben tot de netwerken, de ondersteunende infrastructuren van deze netwerken inbegrepen;

- de betrokken ondernemingen in staat stellen om toegang te verlenen tot de netwerken, de ondersteunende infrastructuren van deze netwerken inbegrepen.

Art. 3. De personen die het netwerk niet real time superviseren, maar van wie gevraagd kan worden een specifieke handeling op het netwerk uit te voeren, kunnen zich buiten het grondgebied van de Europese Unie bevinden, op voorwaarde dat hun tussenkomsten permanent worden gevolgd door de in artikel 2, eerste lid bedoelde personen.

Art. 4. Dit koninklijk besluit treedt in werking op 1 januari 2028.

Art. 5. De minister bevoegd voor Telecommunicatie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste minister,
A. DE CROO

De Minister van Telecommunicatie,
P. DE SUTTER

De Minister van Defensie,
L. DEDONDER

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

La Ministre des Affaires étrangères,
H. LAHBIB

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

De Minister van Buitenlandse Zaken,
H. LAHBIB

**INSTITUT NATIONAL
D'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITÉ**

[C – 2023/42068]

19 AVRIL 2014. — Arrêté royal modifiant l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de l'arrêté royal du 19 avril 2014 modifiant l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (*Moniteur belge* du 19 mai 2014).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

**RIJKSINSTITUUT
VOOR ZIEKTE- EN INVALIDITEITVERZEKERING**

[C – 2023/42068]

19 APRIL 2014. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot wijziging van artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen (*Belgisch Staatsblad* van 19 mei 2014).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.

LANDESINSTITUT FÜR KRANKEN- UND INVALIDENVERSICHERUNG

[C – 2023/42068]

19. APRIL 2014 — Königlicher Erlass zur Abänderung von Artikel 8 der Anlage zum Königlichen Erlass vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Königlichen Erlasses vom 19. April 2014 zur Abänderung von Artikel 8 der Anlage zum Königlichen Erlass vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmédy erstellt worden.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST SOZIALE SICHERHEIT

19. APRIL 2014 — Königlicher Erlass zur Abänderung von Artikel 8 der Anlage zum Königlichen Erlass vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung

PHILIPPE, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, des Artikels 35 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 20. Dezember 1995, 22. Februar 1998, 24. Dezember 1999, 10. August 2001, 22. August 2002, 5. August 2003, 22. Dezember 2003, 9. Juli 2004, 27. April 2005, 27. Dezember 2005, 27. Dezember 2012, 19. März 2013, und § 2, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Dezember 1995, durch den Königlichen Erlass vom 25. April 1997, bestätigt durch das Gesetz vom 12. Dezember 1997, und durch die Gesetze vom 10. August 2001, 27. Dezember 2012 und 19. März 2013;

Aufgrund der Anlage zum Königlichen Erlass vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung;

Aufgrund des Vorschlags der Abkommenskommission Fachkräfte für Krankenpflege - Versicherungsträger vom 20. November 2013;

Aufgrund der Stellungnahme des Dienstes für medizinische Evaluation und Kontrolle vom 20. November 2013;

Aufgrund der Stellungnahme der Haushaltskontrollkommission vom 27. November 2013;

Aufgrund des Beschlusses des Gesundheitspflegeversicherungsausschusses des Landesinstituts für Kranken- und Invalidenversicherung vom 2. Dezember 2013;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 16. Dezember 2013;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 12. Februar 2014;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 55.441/2 des Staatsrates vom 17. März 2014, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nr. 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unserer Ministerin der Sozialen Angelegenheiten

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

Artikel 1 - Artikel 8 der Anlage zum Königlichen Erlass vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, so wie er bis heute abgeändert wurde, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 13. Januar 2014, wird wie folgt abgeändert:

1. In § 7 Nr. 3 werden die Wörter "ein Jahr" durch die Wörter "drei Monate" ersetzt.

2. In § 7 Nr. 3 werden die Wörter "Der Einspruch des Vertrauensarztes oder des Nationalen Kollegiums der Vertrauensärzte führt zur Verweigerung einer Beteiligung für alle Leistungen, die ab dem Datum der Notifizierung dieses Einspruchs an den Begünstigten durchgeführt werden, wobei das Datum des Poststempels zählt, bis es gegebenenfalls zu einer anderen Entscheidung kommt." durch die Wörter "Der Einspruch des Vertrauensarztes oder des Nationalen Kollegiums der Vertrauensärzte wird dem Begünstigten per Brief und der Krankenpflegefachkraft auf